

Jean-Daniel Benard

Oui le pouvoir

Jean-Daniel BENARD, secrétaire général de l'U.N.E.F., nous a déclaré :

LES jours qui viennent de s'écouler ont profondément ébranlé le régime gaulliste : l'initiative des étudiants relayée par l'offensive des travailleurs, a obtenu ce que la gauche traditionnelle n'avait jamais pu réaliser à coup de motions de censure. Etudiants et ouvriers ont mis en relief la véritable nature du pouvoir et la possibilité de le faire reculer. Comment cela s'est-il passé ? Quelles sont maintenant les perspectives ? Telles sont maintenant les deux questions à l'ordre du jour.

Depuis des mois grandissait le malaise étudiant : inquiétude devant l'absence de débouchés correspondant à la « formation » reçue ; inadaptation de cette « formation humaniste » à la réalité. Le gouvernement n'a jamais pris les moyens nécessaires à une réelle expansion de l'Université ; bien au contraire, il a mis au point des procédés de sélection tendant à limiter le nombre des étudiants eu faculté. Dans ce contexte l'arrestation de militants étudiants pendant un meeting syndical a provoqué l'explosion. On connaît la suite. Pendant une semaine, sur les mots d'ordre définis par l'U.N.E.F., les étudiants se sont battus dans la rue, durement, contre l'appareil policier de l'Etat. Faisant preuve d'une discipline et d'une détermination exemplaires, ils ont seuls obligé le pouvoir à reculer et à accepter l'essentiel de leurs trois revendications immédiates.

Les étudiants ont appris que pour combattre réellement ce pouvoir il faut prendre le risque de l'affronter dans la rue. Leur mouvement qui n'était au début qu'une protestation contre la répression policière a ensuite contesté globalement l'Université bourgeoise pour déboucher sur une remise en cause radicale de la société capitaliste. Ce n'est plus contre la police que se battent les étudiants, mais contre une société qui pour défendre ses valeurs et son idéologie ne peut que faire appel à ses flics.

Ainsi se trouve mise en cause la stratégie du Parti communiste dont l'U.E.C. est le représentant à l'Université, parce qu'elle refuse d'engager sur le terrain les luttes contestant la nature du pouvoir, parce qu'elle reste attachée à une stratégie de nature parlementaire. Nous pensons — et les événements nous ont donné raison — qu'une telle stratégie n'a rien de contestataire par rapport au régime, et qu'elle ne peut mener qu'à une meilleure gestion du système capitaliste.

C'est ce choix que nous refusons, comme le refusent les travailleurs qui, chez Renault et ailleurs, occupent les ateliers et hissent le drapeau rouge. Ce n'est pas de révolte étudiante qu'il faut parler, mais

de contestation radicale du pouvoir et de la société par le mouvement ouvrier.



C'est en fonction de cette prise de conscience politique par les étudiants et du développement des luttes dans la classe ouvrière, que l'U.N.E.F. a mis en avant le mot d'ordre de pouvoir étudiant et qu'elle a insisté sur l'indispensable jonction entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières.

Ce qui compte actuellement ce n'est pas l'aménagement de l'Université, l'adaptation de celle-ci aux débouchés existants, les discussions avec l'administration, mais la revendication par les usagers de l'Université, étudiants et enseignants, d'un véritable contrôle sur toutes les décisions qui les concernent. Ce contrôle doit prendre la forme d'un droit de veto pour les étudiants sur toutes les décisions prises. Ce n'est qu'en fonction de cet établissement de ce pouvoir étudiant que pourra être résolu le problème de l'autonomie des universités si l'on ne veut pas déboucher sur les pires équivoques.

Nous savons tous qu'une telle revendication n'a pas de sens si elle est isolée du contexte social général. Il n'est pas possible d'envisager une Université gérée par les étudiants et les enseignants, alors que partout ailleurs l'arbitraire de l'Etat capitaliste serait maintenu. Notre combat ne prend tout son sens qu'intégré à la lutte de la classe ouvrière pour la suppression de l'arbitraire patronal et du pouvoir d'Etat qui le représente. C'est pour cela que l'U.N.E.F. propose la discussion systématique, dans les usines, entre étudiants et travailleurs, sur le sens de leur lutte commune. C'est seulement de cette façon que peut se réaliser la jonction entre les luttes des étudiants et celles des ouvriers pour défendre, contre l'état bourgeois, contre le patronat — et contre ceux qui veulent limiter le mouvement à des problèmes quantitatifs — les revendications fondamentales de pouvoir dans l'entreprise comme à l'université.